

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Cité Galliane
9 avenue Antoine Dufau
40000 Mont-de-marsan

Mont-de-marsan, le 29/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GASCOGNE FLEXIBLE

1, Rue Louis Blanc
B.P. n° 78
40100 Dax

Références : -
Code AIOT : 0005201541

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/03/2026 dans l'établissement GASCOGNE FLEXIBLE implanté 1, Rue Louis Blanc B.P. n° 78 40100 Dax. L'inspection a été annoncée le 06/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection du site vise à évaluer la maîtrise des risques chimiques et la protection de l'environnement. Elle s'articule autour de la disponibilité des fiches de données de sécurité et du respect des prescriptions de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010. Les contrôles portent sur le dimensionnement des rétentions, la gestion des incompatibilités et la fiabilité de l'état des stocks. Cette démarche vérifie la traduction concrète des consignes de sécurité en mesures opérationnelles aux postes de travail.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GASCOGNE FLEXIBLE
- 1, Rue Louis Blanc B.P. n° 78 40100 Dax
- Code AIOT : 0005201541
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement fabrique des films complexes destinés à l'emballage à partir de bobines de papier, d'aluminium, de films plastiques ou de treillis de fibre de verre, ainsi que des colles (résines) et des polymères (billes de polyéthylène ou de polypropylène). La fabrication comporte ainsi des opérations d'enduction, de collage, d'extrusion et d'impression par héliogravure. Outre le complexage, des opérations de siliconage sont réalisées, par exemple pour la fabrication de films antiadhésifs.

Une partie des bobines de papier provient du site de Mimizan (40 %). Le site produit chaque année environ 700 millions de m² de produits finis. Il dispose d'une capacité de stockage de 6 000 m² chez ATS, à Saint-Geours-de-Maremne, pour les matières premières et les produits finis.

Les clients appartiennent à divers secteurs : l'industrie agroalimentaire, la construction automobile, la construction aéronautique, les fabricants de matériaux d'isolation destinés au secteur du bâtiment, le conditionnement de médicaments, les fabricants de rubans adhésifs, d'enveloppes simples ou renforcées, ainsi que les utilisateurs de résine antiadhérente. 60 % des produits sont destinés à l'exportation.

L'usine fonctionne 24 h/24, 365 j/an et emploie environ 220 personnes. Elle est certifiée ISO 9001, ISO 14001 et FSSC 22000.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande d'action corrective	3 mois
2	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31 et 35	Demande d'action corrective	3 mois
3	Mesures de	Règlement européen du	Demande de justificatif à	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	maîtrise des Risques	18/12/2006, article 37.5	l'exploitant	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Sans objet
5	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La gestion documentaire des fiches de données de sécurité (FDS) est exhaustive, mais le tableau de suivi centralisé présente des retards de mise à jour pour les fiches récentes.

L'état des stocks est fiable sur le plan quantitatif. Toutefois, il manque une visualisation dynamique des risques chimiques et des incompatibilités.

Les volumes de rétention sont correctement dimensionnés, bien qu'un manquement concernant la mise à la terre des contenants ait été relevé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
Constats : Un état des stocks en date du 6 mars 2026 est tenu à disposition de l'inspection au format

<p>informatique. L'état des stocks à cette date détaille 176 codes articles différents, précisant pour chaque code article une quantité et un emplacement.</p> <p>Une cartographie schématique du site est associée à cet inventaire, reportant pour plusieurs zones du site les quantités figurant dans l'inventaire. Cet inventaire ne détaille pas la nature des risques spécifiques associés à chaque article.</p> <p>En parallèle de l'inventaire des produits chimiques, l'exploitant gère une base de données collectant les informations relatives aux risques des produits chimiques potentiellement présents sur le site. Cette base de données recense 299 substances (au sens de la réglementation REACH). Parmi ces substances, l'exploitant distingue les produits dangereux nécessitant une fiche de données de sécurité (167 produits avec FDS et 132 produits sans FDS).</p> <p>Sur les 176 codes articles figurant dans l'état des stocks du 6 mars 2026, 141 codes articles ne trouvent pas leur correspondance dans l'inventaire des substances précisant la nature des risques.</p> <p>À cette date, selon l'état des stocks, l'exploitant dispose de 395 tonnes de substances « non dangereuses » selon lui, et de 22 tonnes de substances présentant des risques et pour lesquelles il dispose de FDS.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent rapport, l'exploitant organise son état des stocks afin que les informations relatives aux risques associés et aux quantités présentes soient immédiatement disponibles et mises à disposition des services de secours.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 2 : Fiche de données de sécurité (FDS)

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31 et 35</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 31</u> : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.</p> <p><u>Article 35</u> : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.</p>
<p>Constats :</p> <p>La gestion des fiches de données de sécurité (FDS) se fait à l'aide d'une base de données centralisée se voulant exhaustive. Cependant, le fichier central présente des obsolescences : 19 fiches sont antérieures à l'année 2020. Des versions à jour existent pour les FDS des échantillons</p>

testés (nitrate de sodium, White Spirit, RCA3), mais elles n'ont pas été intégrées au tableau de suivi.

Voici les détails concernant les échantillons testés :

SILCOLEASE RCA 3 (code interne 4015183) : Le produit est enregistré avec une FDS datant du 17/01/2018. La colonne FDSS indique même « Pas fait, c'est un essai », suggérant une absence de documentation simplifiée, alors qu'une FDS complète et récente, datée du 14/01/2026 (fournisseur Elkem), a été présentée lors de l'inspection. L'exploitant a pu présenter cette version actualisée lors de l'inspection, prouvant que les informations les plus récentes (notamment le classement reprotoxique de catégorie 2) lui sont connues, bien qu'elles ne soient pas reportées dans le fichier Excel de l'inventaire des risques.

White Spirit / Spirdane D30 (code interne 4000951) : L'inventaire liste une version de 2016 de la FDS produite par le fournisseur Quaron. L'inspection a confirmé, par sondage, que l'entreprise détient des mises à jour plus récentes. L'exploitant a reconnu que la mise à jour du tableau centralisé est difficile et se fait « à la main », en relançant les fournisseurs, ce qui génère des retards de saisie malgré la présence des nouveaux documents sur le site.

Nitrate de sodium (code interne 4000941) : Les dates de révision mentionnées dans la base de données pour les FDS correspondantes sont celles de mai et novembre 2018. Lors de l'inspection, il a été constaté qu'une version à jour était disponible au sein de l'entreprise.

Le document FDSS (fiche simplifiée), utilisé aux postes de travail, intègre les éléments de danger actualisés. Cela prouve que la maîtrise du risque est effective sur le terrain, en dépit de l'obsolescence des dates inscrites dans le tableau de suivi.

Le manquement identifié ne résulte pas d'un défaut d'information, mais d'une méthode de gestion documentaire à améliorer sur plusieurs aspects. La mise à jour de l'inventaire repose sur un processus de saisie manuelle, trop lent pour suivre le flux des documents entrants. Les outils existants (stocks, inventaire chimique et fichiers FDS) ne sont pas interconnectés, ce qui nuit à la cohérence des données.

L'exploitant a exposé un projet d'amélioration reposant sur la mise en place prochaine d'un logiciel dédié (comme Quick FDS ou Gaches Chimie), conçu pour automatiser les mises à jour et garantir que les fiches restent à jour (moins de 3 ans).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Parmi les 19 fiches repérées comme obsolètes (datant d'avant 2020) dans le tableau de suivi, le contrôle ciblé sur trois produits a confirmé que l'entreprise disposait bien des versions actualisées. Ce décalage met en lumière l'urgence de fiabiliser le système de traçabilité.

Dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent rapport, l'exploitant présente sa stratégie pour l'amélioration de sa gestion des données sur la bancarisation des risques des produits présents sur son site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5

Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles

Prescription contrôlée :

Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes:

a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises [...]

Constats :

Par échantillonnage, la mise en œuvre des prescriptions des FDS a été vérifiée sur les rubriques 5, 6, 7 et 13 pour le nitrate de sodium, le White Spirit et le Silcolease RCA.

Pour ces trois produits, les mesures de maîtrise des risques prévues par les FDS sont respectées, que ce soit pour les mesures de lutte contre l'incendie (rubrique 5), les mesures à prendre en cas de déversement (rubrique 6) ou les considérations sur l'élimination (rubrique 13).

En revanche, en ce qui concerne la manipulation et le stockage, toutes les mesures prévues par les FDS ne sont pas respectées, notamment pour l'utilisation du White Spirit. En effet, la pince de mise à la terre n'était pas correctement branchée sur un contenant mobile en cours d'utilisation, contrairement aux consignes de sécurité écrites par l'exploitant et aux recommandations de la FDS.

Des fiches de données de sécurité sont mises à disposition des utilisateurs sur le poste de travail.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection a relevé un manquement opérationnel lors de l'utilisation du White Spirit : une pince de mise à la terre n'était pas correctement branchée sur un contenant en cours d'utilisation, contrairement aux consignes de sécurité.

L'exploitant justifie, dans un délai de 3 mois, les mesures prises pour s'assurer que les consignes données sur les mesures de gestion du risque d'inflammation du White Spirit en cours d'utilisation sont entièrement mises en œuvre.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I

Thème(s) : Risques chroniques, Rétention

Prescription contrôlée :

<p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
<p>Constats :</p> <p>Au cours de la visite d'inspection, il n'a pas été identifié de zone d'entreposage de produits conditionnés ou en vrac hors d'un dispositif de rétention adapté à la nature des produits présents.</p> <p>La visite terrain s'est attardée sur l'organisation du local de stockage de produits inflammables. Ce local de stockage des solvants, désigné zone SO, consiste en une structure semi-enterrée de 400 m² faisant office de cuvette de rétention avec une capacité de 400 m³. Ce dispositif est dimensionné pour un stock de 24 tonnes de liquides inflammables (pour un stock réel de moins de 10 tonnes selon l'inventaire au jour de l'inspection).</p> <p>L'accès s'effectue par une rampe et la ventilation est de type naturel grâce à une paroi ajourée. Étant classée zone ATEX, l'introduction d'appareils électroniques y est proscrite et la mise à la terre des récipients est requise lors des manipulations. Les produits sont entreposés en fûts, seaux ou GRV sur une hauteur maximale de trois mètres.</p> <p>Par ailleurs, le site ne stocke pas de produits acides. Les seuls produits corrosifs présents le jour de l'inspection sont des produits (basiques à usage de nettoyage) entreposés dans le local solvant, mais sur des bacs de rétention séparés pour éviter tout contact avec les produits inflammables.</p> <p>Le nitrate de sodium (comburant) est stocké sur rétention dans le magasin matières premières (A2).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>

Constats :

L'exploitant a mis en place une organisation reposant sur une séparation physique des flux et l'usage de rétentions distinctes pour limiter les mélanges incompatibles. Le nitrate de sodium, identifié comme comburant, est isolé dans le magasin matières premières, à l'écart des substances inflammables. Dans le local solvant, les produits corrosifs sont déposés sur des bacs de rétention séparés pour empêcher tout contact accidentel avec les liquides inflammables. Les fiches de sécurité simplifiées, affichées aux postes, énumèrent les incompatibilités pour les opérateurs, comme l'interdiction de mélanger le nitrate avec des alcools ou des acides.

L'absence de produits acides sur le site limite les risques de réactions violentes avec les bases stockées.

Type de suites proposées : Sans suite